



Syndicat National
Des Dépositaires de Presse

Consultation publique de l'ARCEP : Cahier des charges des SADP Contribution du SNDP

Bruno Aussant, Président

Le 19 Novembre 2020

1 Contexte

La loi du 18 octobre 2019 a très profondément modifié la réglementation qui structure le fonctionnement de la filière de la distribution de la presse vendue au numéro. Les dépositaires sont les acteurs les plus concernés par les modifications qu'elle a apportées à la loi Bichet de 1947. En effet, la nouvelle loi ne reconnaît plus de statut particulier aux dépositaires.

Pendant toute la durée des débats parlementaires et des travaux préparatoires à ceux-ci, le SNDP n'a eu de cesse de déployer des efforts afin de faire reconnaître, par les pouvoirs publics et les élus, le rôle central et primordial qu'ils remplissaient dans la filière. Nombreux sont ceux, du ministre, aux rapporteurs de chacune des chambres, qui en ont convenu. Pendant toute la durée des débats parlementaires, cette question a été discutée, jusqu'aux derniers échanges. En effet, lors de la commission mixte paritaire qui s'est réunie le 24 septembre 2019, Monsieur le Sénateur Michel Laugier, rapporteur pour le Sénat, évoquait à nouveau « *ces acteurs essentiels de la chaîne de distribution, les seuls à n'avoir jamais bénéficié de l'argent public et qui, au contraire, ont beaucoup investi* », avant de présenter la rédaction de compromis : l'ARCEP « *Rend public un schéma territorial d'orientation de la distribution de la presse **prenant en compte** les dépositaires centraux de presse* ».

Depuis la promulgation de la loi, le paysage de notre filière a été par ailleurs totalement bouleversé avec la disparition de Presstalis, la liquidation de la SAD et de Soprocom, d'une part et d'autre part, la création de France Messagerie, la montée en puissance de MLP et la reprise des mandats des zones précédemment exploitées par la SAD et Soprocom, par des dépositaires indépendants.

Dans ce séisme, chacun a pu mesurer le rôle central que les dépositaires ont assumé pour assurer la continuité territoriale et temporelle de la distribution de la presse dans les territoires. Les dépositaires ont, une nouvelle fois, répondu présents pour la mise en place de plans de secours intermédiaires, et ont ensuite pris leur responsabilité en reprenant les mandats vacants, malgré des conditions dégradées.

Les dépositaires se retrouvent donc aujourd'hui dans une situation paradoxale : certains soulignent, avec une attitude ou des propos plus ou moins méprisants, leur inexistence juridique, quand d'autres reconnaissent leur rôle « essentiel », comme le soulignait Monsieur Laugier, et souhaitent voir les dépositaires poursuivre leur mission d'intérêt général dans les territoires, auprès de leurs interlocuteurs du réseau de marchands.

Les deux bouleversements de ces 13 derniers mois conduisent aujourd'hui l'ARCEP à accélérer le processus de réflexion sur le cahier des charges des SADP dont la loi lui confie le soin de réaliser une proposition au gouvernement.

Le document présenté par l'ARCEP évoque nombre de dispositions qui reflètent la volonté du législateur, en restant comme il est normal pour ce document au niveau des principes généraux. Il est évident que la mise en pratique concrète et opérationnelle, dans la relation avec les diffuseurs, donnera lieu à des discussions approfondies entre les acteurs de manière à trouver des solutions qui ménagent les principes généraux et le coût de leur application dans la vie quotidienne.

En revanche, les débats en cours sur l'assortiment montrent que la traduction dans la pratique des principes institués par le législateur peut se révéler laborieuse, avec la nécessité d'un arbitrage de détail. On peut penser que la question des trois catégories de titres avec en particulier la distinction CPPAP/non CPPAP donnera lieu également à des discussions difficiles, singulièrement du fait de la zone floue que représente la notion de « Commission paritaire en cours » ...

Dans le contexte actuel, incertain pour les dépositaires, le SNDP poursuit sa mission de défense des intérêts de ses adhérents et souhaite par conséquent se focaliser sur les questions vitales pour l'avenir des dépositaires, et qui conditionnent leur possibilité d'existence future.

2 Remarques liminaires

L'article 3 de la loi reprend les principes fondamentaux de la loi de 1947 en réaffirmant : « *Toute entreprise de presse est libre d'assurer elle-même la distribution de ses propres journaux et publications périodiques par les moyens qu'elle jugera les plus appropriés à cet effet. Toutefois, lorsque deux entreprises de presse ou plus groupent la distribution de journaux et publications périodiques qu'elles éditent, en vue de leur vente au public, elles doivent à cet effet adhérer à une société coopérative de groupage de presse.* »

La question de la nature du « groupage » était déjà floue à l'époque ancienne du CSMP, mais la nouvelle loi ne précise pas davantage les contours de cette notion. Et donc, le problème posé est bien de savoir si des éditeurs qui ont recours en direct aux services des dépositaires, « *groupent leur*

distribution ». Selon la réponse à cette interrogation, les dépositaires devront se structurer selon des modalités bien différentes. Tout particulièrement, pour pouvoir se positionner dans la distribution des titres régionaux qu'ils assurent aujourd'hui.

Les lois du 20 juillet 2011 et du 15 avril 2015, semblaient donner une réponse négative à cette question. En effet, celle de 2011 stipulait que le CSMP « *Définit les conditions d'une distribution non exclusive par une messagerie de presse, dans le respect des principes de solidarité coopérative et des équilibres économiques des sociétés coopératives de messageries de presse, et les conditions d'une distribution directe par le réseau des dépositaires centraux de presse sans adhésion à une société coopérative de messageries de presse* » ; alors que celle de 2015 ajoutait que le CSMP « *Définit les conditions dans lesquelles les entreprises de presse relevant de l'article 2 peuvent, dans des zones géographiques déterminées, sans adhésion à une société coopérative de messageries de presse commune, recourir à des réseaux locaux de distribution aux points de vente et homologue les contrats de distribution conclus dans ces conditions, au regard des principes de la présente loi.* ». Malheureusement, ce travail n'a jamais été accompli par le CSMP, malgré les relances du SNDP.

La disparition des dépositaires du paysage dessiné par la loi de 2019 a relégué cette question à l'arrière-plan, mais elle ressort inéluctablement quand doit être statuée celle de l'existence de SADP infranationale.

Et d'ailleurs, la disparition des dépositaires n'est pas totale puisque le législateur demande à l'ARCEP de « *Rend(re) public un schéma territorial d'orientation de la distribution de la presse prenant en compte les dépositaires centraux de presse* ». Lors de la première réunion officielle de l'ARCEP, le SNDP avait posé la question au Président de l'organe de régulation sur la manière dont il entendait s'emparer de cet objectif. La réponse articulée autour du « truc » qui se trouvait entre les éditeurs et les diffuseurs, ne permettait pas à l'époque de s'en faire une idée précise ! Pourtant la volonté du législateur est claire, puisque jusqu'aux derniers échanges des parlementaires, cette disposition a été traitée, discutée et amendée.

Il est difficile de cerner le détail de la mise en œuvre du cahier des charges des SADP, sans connaître ce que sera cette publication de l'ARCEP. De même, en cette absence, il est malaisé de réfléchir à la manière dont les entreprises de nos adhérents doivent se restructurer pour affronter l'avenir. La loi prévoyait une période transitoire s'étalant jusqu'en 2023, la création de France Messagerie impose un plan de marche accéléré. Cette mission sur « *le schéma territorial d'orientation* » que le législateur a confiée à l'ARCEP doit être remplie avec la même diligence.

3 Couverture Territoriale

La quatrième partie du document de consultation publié par l'ARCEP traite de la question de la couverture territoriale, et en particulier de la possibilité de faire advenir des SADP infranationales.

Sur ce point la volonté de l'Assemblée Nationale et de l'Etat, représenté par le Ministre de la Culture est indéniable. Lors de la séance publique du 23 juillet 2019, deux amendements ont été discutés successivement : le 28 et le 56. Ils poursuivaient le même objectif, celui d'inscrire dans la loi l'obligation pour les SADP de présenter une couverture, nationale et ultramarine. En réponse à Madame Focillon, le rapporteur Laurent Garcia déclarait : « *L'esprit du projet de loi consiste à introduire de la souplesse dans la distribution de la presse et permettre à des sociétés d'envergure régionale d'assurer le cas échéant la distribution de la presse* ». A la suite de cette affirmation, les deux amendements qui tendaient à imposer cette couverture nationale aux SADP ont été rejetés. Un débat sémantique sur les mots « homogènes » et « cohérents » a alors eu lieu, lors de la discussion des amendements 77 et 78. Et Monsieur le ministre de conclure : « *Vraiment, ce qui est important, c'est que nous souhaitons faire en sorte qu'une société ne puisse être agréée que sur un territoire mêlant zone dense et zone à faible densité* ». De manière incontestable, le législateur a rejeté le critère de couverture nationale pour l'agrément des SADP, en laissant à l'ARCEP le soin de prendre en considération cette volonté dans son approche de cahier des charges.

Par conséquent, la disposition envisagée « *La zone de couverture du distributeur de presse comprend l'ensemble du territoire national, incluant tous les départements métropolitains* » est contraire à la volonté du législateur. Et d'ailleurs, pourquoi alors en exclure les départements d'outre-mer ? Cette exclusion serait également contraire au principe de continuité territoriale de la République.

Dans l'état d'incertitude sur l'avenir dans lequel les dépositaires se trouvent, il est impératif de leur laisser une porte de sortie au cas où leur existence serait menacée par une volonté de les contourner ou par des dispositions contractuelles inacceptables. Cette porte de sortie serait de devenir des SADP régionales proposant leurs services à l'ensemble des éditeurs. Les dépositaires ne revendiquent cette évolution de leur statut, à laquelle leur histoire ne les prédispose pas, que pour parer à une disparition

qui leur serait imposée, dès lors que « *leur place résult(e) du fait et non du droit* », comme le rapporteur du Sénat, Monsieur Laugier le soulignait dans la commission mixte paritaire, en faisant référence à l'avis du Conseil d'Etat du 4 avril 2019.

De plus, selon la réponse qui sera apportée à la question posée au paragraphe précédent sur les précisions quant à la notion de groupage, le besoin de SADP régionales pourrait être accentué. Mais la complexité que cela engendrerait du fait de l'obligation du regroupement en coopératives rend sans doute ces débats illusoires.